

Questions orales

L'hon. Pat Carney (ministre du Commerce extérieur): Monsieur le Président, le député vient de confirmer les contradictions et la confusion qui règnent dans son parti. Je me contenterai de répéter ce que nous avons déjà dit. Aucune proposition n'a été faite à la table des négociations. Nous ne savons pas ce que les Américains ont l'intention de proposer. Nous avons déclaré à maintes reprises que nous ne sommes pas disposés à faire des propositions à la table des négociations. Si les Américains en font, nous les étudierons et si elles sont dans l'intérêt national et avantageuses pour le Canada, nous les prendrons en considération.

Le député devrait être bien placé pour savoir qu'aux termes de l'accord sur l'automobile, «à un moment quelconque, et à la demande de l'un ou l'autre des Gouvernements, les deux Gouvernements se consulteront»—et je cite textuellement—«relativement à toute question ayant trait au présent accord». Ils sont libres de le faire n'importe quand.

• (1430)

LA POSITION DE LA MINISTRE

L'hon. Herb Gray (Windsor-Ouest): Monsieur le Président, la ministre ne vient-elle pas d'admettre que les Américains ont bel et bien fait savoir vendredi soir qu'ils voulaient discuter de l'accord sur l'automobile? Ne s'est-elle pas trahie elle-même...

Des voix: Oh, oh!

M. Gray (Windsor-Ouest): ... en disant que les Américains sont prêts à discuter de l'accord sur l'automobile et qu'à cette fin le gouvernement est disposé à s'entretenir avec eux à ce sujet?

Je veux demander à la ministre expressément pourquoi il était nécessaire que les américains annoncent vendredi soir qu'ils voulaient discuter des questions de l'automobile si cela faisait simplement partie d'une discussion en cours. Que la ministre admette maintenant que les discussions ont pris une tournure nouvelle et catastrophique...

M. Clark (Yellowhead): Vous me fait rire, Herb.

M. Gray (Windsor-Ouest): ... et que si le gouvernement ne s'y oppose pas, cela va faire un tort irréparable à notre économie et aux travailleurs canadiens?

L'hon. Pat Carney (ministre du Commerce extérieur): Non, monsieur le Président.

LA POSITION DES NÉGOCIATEURS AMÉRICAINS

L'hon. Edward Broadbent (Oshawa): Monsieur le Président, quelqu'un a remarqué, et Bill Jarvis le signalera sans doute, que j'ai fait un grand pas vers la gauche, mais je...

Des voix: Bravo!

M. Broadbent: Ma question s'adresse au premier ministre. Je voudrais dire tout d'abord...

M. Hnatyshyn: Pourquoi ne pas vous déplacer de quelques sièges?

M. Broadbent: Je tiens à dire...

M. Fennell: Lloyd est absent aujourd'hui.

M. Broadbent: ... qu'il a signalé que l'économie de l'Ontario est florissante. C'est parce que nous avons mis en place depuis 1965...

Des voix: Le libre-échange!

M. Broadbent: ... un accord sur l'automobile. Il ne s'agit pas d'un accord de libre-échange. Cet accord prévoyait des investissements au Canada et nous ne voulons pas y mettre un terme.

M. Clark (Yellowhead): Vous étiez contre à l'époque.

M. Broadbent: Il semble évident qu'au sortir de la réunion, hier, la plupart des premiers ministres étaient inquiets à l'idée que le gouvernement était prêt à tout pour conclure un marché quelconque avec les États-Unis.

M. Clark (Yellowhead): Nommez-en un.

M. Broadbent: Les Américains se vantent...

M. McDermid: Qui a dit cela, Ed?

M. Broadbent: ... d'avoir obtenu jusqu'ici quatre concessions de la part des Canadiens, et notamment...

Des voix: Oh, oh!

M. le Président: La parole est au député.

M. Broadbent: Monsieur le Président, les Américains se vantent d'avoir obtenu quatre concessions importantes, et notamment des réductions des droits de douane canadiens, l'accès à de nouveaux secteurs de notre économie pour les investisseurs américains, les modifications de la Loi sur les brevets de médicaments et les changements touchant les investissements dans le secteur des services, au cours des entretiens sur la libération des échanges avec le Canada. Ils disent avoir obtenu ces concessions importantes pendant les pourparlers. Le premier ministre peut-il donner l'assurance aux Canadiens qu'il ne cherche pas coûte que coûte à conclure un marché, en nous citant des exemples semblables d'avantages que le Canada a obtenus au cours de ces entretiens?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, nous soumettrons à la Chambre les avantages que nous avons obtenus au cours des entretiens lorsque les négociations seront terminées. Si le gouvernement du Canada estime que cette opération commerciale des plus importantes sert l'intérêt national, il la soumettra au Parlement selon la procédure normale.

Souvent, les avis changent. Par exemple, quand le gouvernement fédéral a décidé, il y a 22 ans, sans consulter la province de l'Ontario, de négocier unilatéralement l'accord sur l'automobile que de nombreux députés néo-démocrates ont dénoncé car il allait à l'encontre des intérêts de l'Ontario. Cet accord s'est révélé la plus belle affaire qu'aient jamais faite l'Ontario et le Canada. Le député voudra peut-être attendre de voir le texte définitif car d'ici quelques années, il reconnaîtra sans doute en moi l'un des meilleurs premiers ministres à avoir négocié...